COMPTE RENDU DE SYNTHÈSE

Rencontre de la diaspora congolaise en Suède | 17 octobre 2026

Organisateur : Congo Bo Moko Lieu : Suède (ville non précisée dans les notes)

Source : notes automatiques Zoom AI, réorganisées et condensées. Statut : projet à vérifier et à valider avant diffusion publique.

1. Objet de la rencontre

Cette concertation de la diaspora congolaise en Europe a porté sur une feuille de route relative au dialogue national en République démocratique du Congo (RDC). Les échanges ont abordé les réformes institutionnelles, la sécurité, la représentation de la diaspora et la transformation des propositions en actions concrètes. KongoMoko a présenté des orientations de travail, discutées et enrichies par plusieurs intervenants.

2. Principaux sujets discutés

Institutions et gouvernance. Des participants ont critiqué les dysfonctionnements de l'administration et du système politique. Parmi les pistes évoquées figurent la réforme constitutionnelle, l'amélioration de la responsabilité publique, la révision des pratiques salariales et la réforme de la police.

Paix, sécurité et dialogue. Les échanges ont souligné la protection des populations civiles, la cohésion nationale et les conditions d'un dialogue inclusif. Des opinions différentes ont été exprimées sur la participation des acteurs ayant eu recours aux armes. Le recours à des experts en sécurité a été suggéré.

Coordination et représentation de la diaspora. Plusieurs interventions ont appelé à une coordination entre les organisations établies dans différents pays, à des critères de désignation des représentants et à une participation accrue des femmes. La constitution d'une base de données des compétences a également été proposée.

Économie et développement. Les participants ont évoqué des mécanismes collectifs d'épargne et d'investissement, la mobilisation des compétences, ainsi que des projets dans l'agriculture, l'industrie et les énergies renouvelables.

Éducation et mobilisation citoyenne. Les discussions ont porté sur l'éveil patriotique, les transformations culturelles et l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement.

3. Orientations ressortant des échanges

- Renforcer la coordination entre les différentes composantes de la diaspora.
- Consolider la feuille de route en intégrant les contributions recueillies et l'avis d'experts.
- Préciser les modalités de représentation de la diaspora et de participation des femmes.
- Mobiliser les ressources, compétences et réseaux de la diaspora autour de projets structurants.
- Établir un plan d'action comportant objectifs, responsables, échéances et suivi.

4. Suites et actions envisagées

Documents et consultations : diffuser le cahier des charges et la feuille de route pour recueillir des observations, puis préparer une synthèse consolidée.

Organisation : envisager une coordination commune des diasporas et clarifier les critères de représentation.

Communication : préparer une déclaration commune et une stratégie de communication vers les médias nationaux et internationaux.

Mission et suivi : préparer une délégation pour des consultations à Kinshasa, préciser ses modalités de financement et envisager une rencontre ultérieure à Paris.

Planification : structurer un chronogramme d’actions, définir des responsabilités et des mécanismes d’évaluation. Les notes mentionnent une échéance au 20 décembre et un bilan après 100 jours, sans confirmer leur adoption définitive.

5. Conclusion

La rencontre a fait ressortir un intérêt pour une démarche collective et mieux structurée de la diaspora congolaise, combinant réflexion sur le dialogue national, réformes institutionnelles et initiatives économiques. La consolidation des propositions, la coordination des organisations et la préparation d’actions mesurables constituent les principales perspectives discutées.

Note sur la portée du document

Ce texte est une synthèse éditoriale de notes générées automatiquement. Il ne constitue ni un procès-verbal exhaustif ni une liste de résolutions officiellement adoptées. Les propositions individuelles, y compris celles portant sur des sujets politiques ou sécuritaires sensibles, ne doivent pas être interprétées comme des positions institutionnelles de Congo Bo Moko ou de COGEDIA.